

Les crédits

[Traduction]

M. Simmons: Monsieur le Président, étant donné l'état boiteux de mon français ces jours-ci, je m'exprimerai dans une langue qui m'est plus familière. Je promets cependant au député de reprendre ma pratique du français que je néglige depuis longtemps.

Je le remercie de ses aimables paroles au sujet de mon discours. Je partage tout à fait son point de vue au sujet de l'importance de la famille. Il l'a dit dans des termes très éloquentes, et je l'en félicite.

En ce qui concerne la motion dont il parlait, je dois avouer mon ignorance. Je ne m'en rappelle pas les détails et je ne prétendrai pas m'en souvenir. Mon collègue a cependant pointé du doigt, à juste titre, l'un des nombreux domaines où le gouvernement doit agir.

● (1340)

J'ai toujours trouvé épouvantable que la rémunération soit fondée sur le sexe, c'est-à-dire que, à travail égal, les femmes ne reçoivent pas un salaire égal, une situation dont il existe des centaines d'exemples. J'ai aussi toujours trouvé navrant que les salaires varient selon les régions où l'on vit. On ne corrige pas une injustice par une autre. Nous devons remédier à ces disparités.

Par ailleurs, puisque nous débattons aujourd'hui les questions qui touchent les femmes, je dirai tout d'abord que je n'aime pas cette expression, car ces questions nous concernent tous. Je comprends néanmoins le sens qu'on lui prête.

Le député a soulevé un sujet qui me tient à coeur et que j'ai l'intention de continuer de défendre. L'inégalité de la rémunération est inadmissible et nous devons y remédier le plus tôt possible.

Mme Jane Stewart (Brant, LIB.): Monsieur le Président, même si je ne suis pas favorable à la teneur de la motion dont nous sommes saisis aujourd'hui et qui a été présentée par la députée de Québec, j'apprécie le fait qu'elle nous donne la possibilité de discuter de cet aspect très important qu'est la qualité du lien que les Canadiennes ont avec l'infrastructure sociale et économique de notre société.

C'est une question extrêmement importante. Étant l'une des quelque 50 femmes députées, j'estime que je dois faire tout ce qui est en mon pouvoir pour encourager nos gouvernements et nos assemblées législatives à comprendre où se situe ce lien dans notre pays et à le renforcer.

Dans sa motion, la députée parle du lien économique, de l'aspect économique de la participation des femmes à la société canadienne. Je tiens à dire qu'il faut parler du soutien économique et du soutien social dont nous avons besoin, en tant que femmes, pour participer pleinement et entièrement à la société canadienne et lui permettre de s'améliorer grâce à nos compétences, à nos capacités et à nos qualités.

Pour comprendre le lien qui existe entre le développement économique et le développement social, je signale que j'ai eu l'occasion, en septembre dernier, en tant que membre de la

délégation parlementaire à la Conférence des Nations Unies sur la population et le développement, de saisir les répercussions du développement sur la population.

Aux réunions préparatoires à la conférence du Caire, la délégation canadienne a fait de l'excellent travail pour favoriser la compréhension des répercussions que le développement a sur le contrôle démographique, pour faire comprendre, plus précisément, que, lorsqu'il est question de développement, il est question de développement économique et de développement social.

Les Canadiens ont joué un rôle très important pour aider le monde à comprendre que ce sont les liens forts que les femmes doivent avoir avec les aspects économiques et sociaux d'une société qui favoriseront le développement et la productivité d'un pays et qui permettront d'en arriver à un meilleur contrôle démographique.

À cette conférence, il a surtout été question du développement des pays en développement. J'ai parlé à des collègues du monde entier et j'ai constaté que le débat se poursuivait aussi dans tous les pays développés. Le Canada se situe à un autre niveau en raison du travail acharné et de la persévérance de nombreuses Canadiennes. Pensons seulement aux femmes qui, il n'y a pas si longtemps, ont fait tant d'efforts pour que nous soyons reconnues comme des personnes à part entière. Nous leur devons la position que nous occupons maintenant.

● (1345)

Je pense à certaines de mes amies. Doris Anderson, qui a oeuvré à l'extérieur du secteur gouvernemental, au sein d'organisations non gouvernementales et comme éditrice d'un magazine féminin bien connu, a fait un travail considérable. Lucie Pépin, une amie et collègue, anciennement députée à la Chambre, a aussi vigoureusement défendu les causes des femmes. Toutes ces femmes ont fait avancer notre nation à un niveau très différent de celui des pays en développement.

Les conversations que nous avons eues au Caire portaient surtout sur la nécessité que les femmes s'engagent envers le développement social sur des points élémentaires liés à la santé, comme l'accès aux vaccins et aux médicaments contre le tétanos, la polio et la tuberculose et l'accès à l'eau potable. Les femmes dont il était question ont besoin avant tout de mesures d'hygiène et de santé élémentaires.

Les conversations concernant l'éducation portaient sur l'accès à l'école primaire. L'accès au soutien économique signifiait que nous parlions d'une notion aussi fondamentale que la possibilité pour la femme de travailler à l'extérieur des limites de ce que nous appelons la maison.

Les gens des nations développées, comme le Canada, parlent de réalités d'une tout autre nature et d'un tout autre niveau. Nous ne nous préoccupons plus des questions de santé élémentaires, mais plutôt de la recherche et des conséquences du cancer du sein et des maladies du coeur sur les femmes.

Lorsqu'on parle ici d'éducation, c'est pour encourager nos jeunes femmes à terminer leurs études secondaires et postsecondaires. Lorsqu'on songe aux autres aspects sociaux comme la sécurité et le confort, non seulement dans nos rues, mais aussi dans nos maisons, on tente de comprendre la violence familiale